

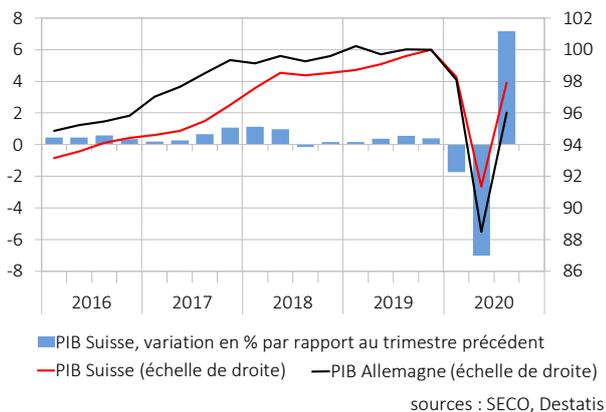
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Au 3^e trimestre, le PIB de la Suisse s'est nettement redressé (+7,2 %), compensant ainsi environ les trois quarts de l'effondrement massif du premier semestre (-8,6 % en cumul). Le niveau du PIB reste ainsi de bien 2,0 % inférieur à celui d'avant la crise, à fin 2019 (graphique 1). La perte globale de valeur ajoutée a été plus faible en Suisse qu'en Allemagne et dans les autres pays voisins, mais aussi qu'aux États-Unis. De ce point de vue, la Suisse a jusqu'à présent traversé la crise sans trop de heurts.

graphique 1 : PIB en comparaison

valeurs réelles, désaisonnalisées, niveau : T4 2019 = 100



Après l'assouplissement relativement précoce et rapide des mesures de lutte contre le coronavirus, la demande intérieure a repris au 3^e trimestre à un rythme analogue à celui du PIB dans son ensemble. La situation s'est stabilisée sur le marché du travail : le nombre de demandeurs d'emploi n'a pas augmenté davantage et le chômage partiel a été réduit de manière significative.

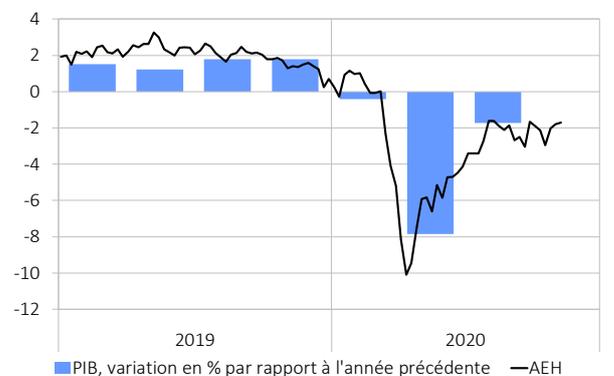
Toutefois, les différents secteurs n'ont pas tous bénéficié de la reprise dans la même mesure. Le commerce de détail et certains secteurs de l'hôtellerie-restauration ont profité du fait qu'une large part des Suisses ont passé leurs vacances d'été dans leur pays. Certains domaines du secteur des services, comme l'industrie du divertissement, ont été entravés davantage que les autres par des

mesures de politique sanitaire continues. De ce fait, la reprise y a été un peu moins forte. La faible activité en matière de voyages internationaux a mis à rude épreuve le secteur des transports et du tourisme, le nombre des touristes étrangers restant à un très bas niveau.

Dans l'industrie, les niveaux d'avant-crise ne sont pas non plus atteints, bien qu'un redressement substantiel ait eu lieu au 3^e trimestre par rapport au premier semestre. Les secteurs sensibles à la conjoncture souffrent de la situation internationale : le PIB de la plupart des grandes économies, et donc la demande en exportations suisses, est encore bien inférieur aux niveaux d'avant la crise.

graphique 2 : Activité économique hebdomadaire

PIB : valeurs réelles, corrigées des effets saisonniers et des événements sportifs



La reprise de l'économie suisse a fléchi au cours du 3^e trimestre. L'indice de l'activité économique hebdomadaire nouvellement publié¹ a très rapidement augmenté entre fin avril et début août, mais il stagne depuis dans l'essentiel (graphique 2). Pour le 4^e trimestre, les données haute fréquence disponibles indiquent un certain affaiblissement de la dynamique de consommation, freinée par la recrudescence des cas de coronavirus et le durcissement des mesures de prévention. Jusqu'ici cependant, l'économie suisse n'a pas subi de nouveau recul.

¹ Voir <http://www.seco.admin.ch/aeH> et l'encadré « Nouvel indice relatif à l'activité économique hebdomadaire (AEH) ».

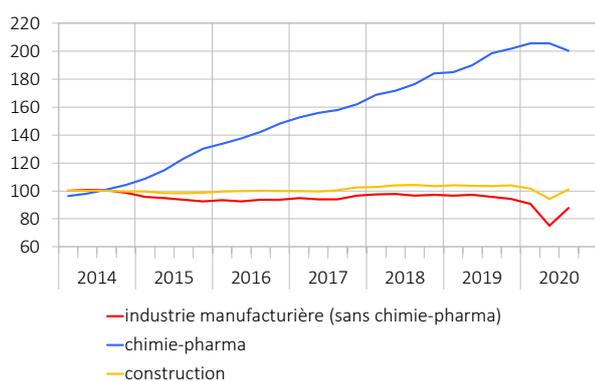
Produit intérieur brut

Production

La croissance de 7,2 % du PIB au 3^e trimestre a été largement répartie entre les secteurs de l'industrie et des services (v. aussi tableau 1 et graphique 19, page 8). Les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés dans les secteurs que la pandémie a le plus touchés au cours du premier semestre. Malgré un niveau de croissance élevé – voire sans précédent dans de nombreux secteurs – la valeur ajoutée est restée généralement inférieure au niveau d'avant la crise, et même de manière significative dans certains secteurs de l'économie. Quelques secteurs, qui avaient auparavant relativement bien traversé la crise, ont enregistré au 3^e trimestre une légère baisse de la valeur ajoutée.

L'**industrie manufacturière** (sans l'industrie chimique et pharmaceutique) a progressé de 16,6 % au 3^e trimestre grâce à l'augmentation des exportations et des ventes. Toutefois, la valeur ajoutée était encore inférieure d'environ 7 % aux niveaux d'avant la crise. Cette industrie continue donc d'être très affectée par la crise due à la pandémie. Cela se reflète également dans le fait que l'ampleur, supérieure à la moyenne, des pertes dues au chômage partiel n'a que très peu diminué depuis le mois de juillet. Quant à l'**industrie chimique et pharmaceutique** qui a été un pilier de la croissance au cours du premier semestre, elle a enregistré un recul de 2,5 % au 3^e trimestre : mais le niveau de la valeur ajoutée y demeure très élevé (graphique 3).

graphique 3 : Valeur ajoutée, divers secteurs industriels
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2014 = 100



source : SECO

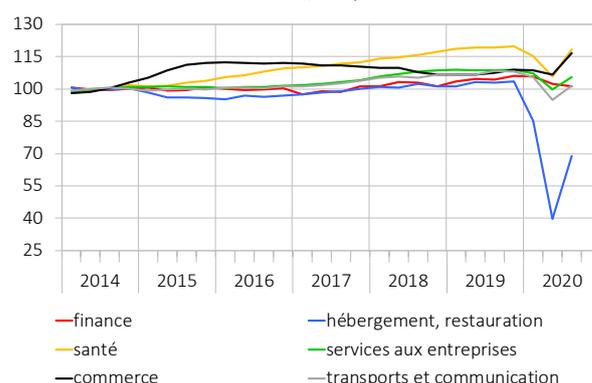
Dans le **secteur de la construction** (+7,1 %), la valeur ajoutée a connu une reprise significative. Après des fermetures temporaires dans certains cantons, les chantiers ont été rouverts au 3^e trimestre, ce qui s'est traduit par une réduction significative du chômage partiel. Les chiffres d'affaires ont augmenté, mais sont restés en deçà du niveau d'avant la crise. Quant au **secteur de**

l'énergie, il a enregistré une légère augmentation de la valeur ajoutée (+2,1 %). Dans l'ensemble, le **secteur secondaire** a contribué à la croissance du PIB à hauteur de 2,0 points de pourcentage.

Le redressement du PIB a été stimulé encore plus fortement par les secteurs des services : le **secteur tertiaire** a apporté à la croissance une contribution totale de 4,9 points de pourcentage. Depuis la fin du confinement et l'assouplissement des nombreuses mesures de politique sanitaire, l'activité économique dans le secteur des services s'est accélérée (graphique 4).

Dans le **secteur de l'hôtellerie et de la restauration**, la valeur ajoutée a connu une hausse record de 72,9 %. Les restaurants ont été rouverts et le nombre des nuitées de touristes suisses a fortement augmenté, ce qui n'a toutefois pas permis de compenser entièrement la baisse massive du nombre de clients étrangers. Le nombre total des nuitées était encore inférieur d'environ 30 % au niveau d'avant la crise. La situation reste difficile non seulement dans l'hôtellerie, mais aussi dans la restauration, où l'emploi a fortement diminué depuis le début de la crise du coronavirus et où la part des salariés en chômage partiel reste supérieure à la moyenne en comparaison avec les autres secteurs. La baisse de la valeur ajoutée au cours du premier semestre n'a de loin pas pu être compensée.

graphique 4 : Valeur ajoutée, secteurs des services
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2014 = 100



source : SECO

Le **secteur des arts, du divertissement et des loisirs** a également connu un niveau de croissance élevé (+61,9 %). L'ouverture des infrastructures sportives, de loisirs et culturelles a entraîné une forte augmentation de la valeur ajoutée. Le niveau d'avant la crise n'a toutefois pas été atteint, en partie parce que diverses mesures de po-

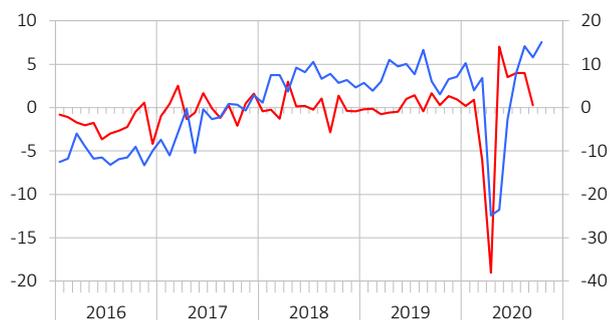
litique sanitaire, telles que l'interdiction des grands événements, ont continué de brider ce secteur au cours du 3^e trimestre.

Une nette augmentation a également été enregistrée dans les rubriques **Autres services** (+16,4 %) et **Santé humaine et action sociale** (+12,0 %). La renonciation aux traitements non urgents dans le système de santé avait entraîné une baisse des chiffres d'affaires au cours du premier semestre de l'année. Jusqu'à présent, aucun effet de rattrapage n'a été observé à cet égard : la valeur ajoutée n'a atteint qu'à peine les niveaux d'avant la crise.

Le **commerce** (+9,5 %), qui avait déjà traversé le premier semestre relativement indemne, a enregistré une progression remarquable. D'une part, le **commerce de détail** a fortement augmenté (+6,0 %), également soutenu par la faible activité de la population suisse en matière de voyages internationaux. Les ventes des catégories de produits qui avaient nettement diminué pendant le confinement ont connu une forte augmentation. En même temps, les ventes dans le secteur alimentaire sont restées relativement élevées. La situation des affaires a même été jugée positive à l'automne, la dernière évaluation semblable remontant à 2014 (graphique 5). Au cours du 3^e trimestre, les autres types de commerce, c'est-à-dire le commerce de gros (y c. le commerce de transit) et le commerce de véhicules automobiles, ont connu une croissance encore plus forte. Si, dans ce dernier cas, elle était encore inférieure au niveau d'avant la crise, la valeur ajoutée, dans les autres domaines, y était parfois bien supérieure.

graphique 5 : Commerce de détail

chiffres d'affaires : valeurs réelles corrigées des effets calendaires, variation sur un an en %, situation des affaires : soldes désaisonnalisés



— chiffres d'affaires — situation des affaires (échelle de droite)

sources : OFS, KOF

Dépenses

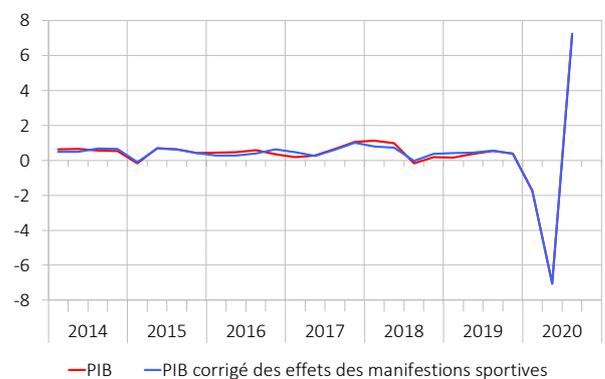
Consommation

Au 3^e trimestre, la consommation privée s'est fortement redressée (+11,9 %), compensant ainsi près des neuf dixièmes de l'effondrement massif du premier semestre

Les secteurs des **transports et communications** (+6,8 %) et des **services aux entreprises** (+5,8 %) ne se sont que partiellement remis du marasme du premier semestre. Le nombre de passagers dans le transport ferroviaire et, en particulier, aérien, reste nettement inférieur à ce qu'il était avant la pandémie. Dans les services aux entreprises, la situation demeure difficile, notamment dans le secteur des agences de voyage, mais aussi dans la location de biens mobiliers. Comme au trimestre précédent, l'**administration publique** n'a enregistré qu'une faible croissance (+0,1 %).

graphique 6 : PIB et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



— PIB — PIB corrigé des effets des manifestations sportives

source : SECO

Le **secteur financier** est le seul secteur de services à avoir subi un déclin (-1,1 %), ce qui s'explique par les opérations sur les différences d'intérêt avec les pays étrangers. Par contre, les opérations de commission ont connu une évolution positive.

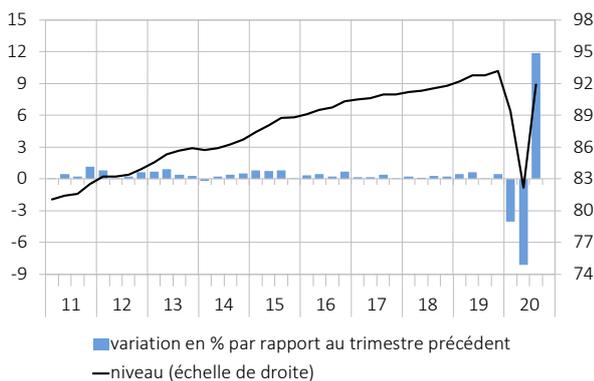
Les grands événements sportifs internationaux prévus pour 2020, dont la valeur ajoutée aurait été comptabilisée en Suisse, ont été reportés à 2021. Il s'ensuit que le taux de croissance du PIB et celui du PIB corrigé des événements sportifs sont à l'heure actuelle pratiquement identiques (graphique 6).

(graphique 7 : Consommation privée cf. p. 9 s.). L'élément décisif a été que l'assouplissement des mesures de lutte contre le coronavirus a rétabli un certain nombre de possibilités de consommation du fait de la réouverture progressive, à partir de fin avril, des établissements de

restauration et d'autres services, des magasins et des frontières nationales. En outre, la relative stabilité des revenus des ménages depuis le début de l'année favorise la consommation. En particulier, le recours généralisé à l'indemnité de chômage partiel a atténué les effets de la crise sur les revenus du travail au cours du premier semestre. À partir du milieu de l'année, la situation sur le marché du travail s'est globalement stabilisée, et la rémunération des salariés a de nouveau augmenté au cours du 3^e trimestre.

graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

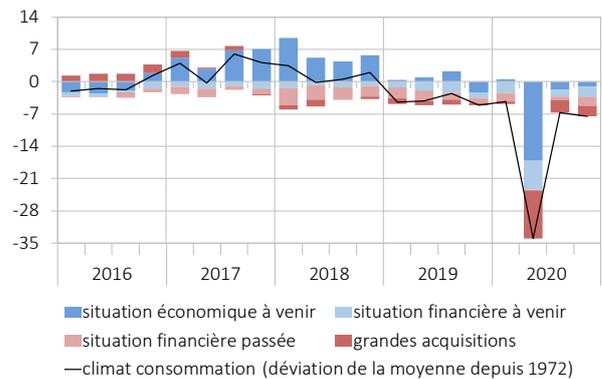
Les secteurs de la consommation ont bénéficié de la reprise à des degrés très différents. Dans le domaine des loisirs et des voyages internationaux, le développement a continué d'être freiné par la poursuite des mesures de politique sanitaire déjà mises en place (notamment l'interdiction des grands événements et les règles de quarantaine). Une certaine prudence est également susceptible d'avoir influencé le comportement des consommateurs. De nombreuses personnes ont préféré passer leurs vacances d'été en Suisse. Dans les hôtels, le nombre des nuitées de touristes suisses a atteint un niveau record et les dépenses ont également augmenté de manière significative dans le secteur de la restauration. Le commerce de détail, enfin, a profité sur le marché intérieur d'une forte demande, notamment en matière d'ameublement, de fournitures d'artisanat et de bricolage ainsi que d'équipements dans le domaine de l'informatique et des télécommunications.

Toutefois, les consommateurs ont continué de se montrer circonspects au cours du 3^e trimestre en ce qui concerne les dépenses de plus grande ampleur. Par exemple, le nombre des automobiles nouvellement immatriculées était encore bien inférieur au niveau d'avant la crise. Dans l'enquête d'octobre sur le climat de consommation, la question de savoir si le moment était propice à des achats importants (« propension à acheter ») a reçu une réponse tout aussi négative qu'au trimestre précédent (graphique 8). En même temps, la sécurité de l'emploi a

été estimée très inférieure à celle des trimestres précédents. Les attentes des répondants concernant le marché du travail sont tout aussi négatives que pendant la crise financière, ce qui contribue probablement à une certaine retenue quant aux dépenses de consommation susceptibles d'être différées.

graphique 8 : Climat de consommation

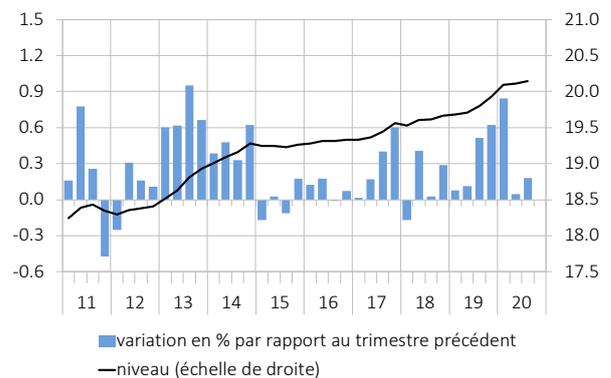
valeurs désaisonnalisées, contribution des indices partiels à la déviation de la moyenne de l'indice global



source : SECO

graphique 9 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

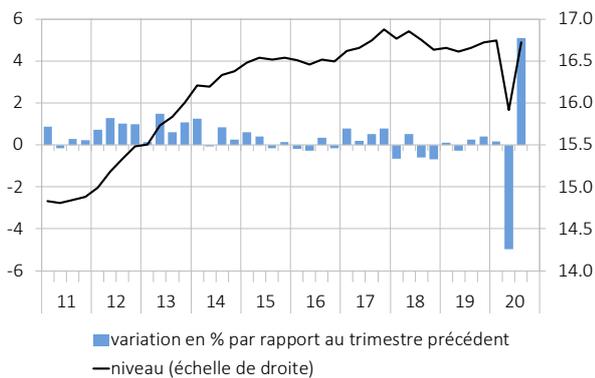
Cette année, contrairement à l'évolution de nombreuses autres composantes, celle des **dépenses de consommation des administrations publiques** a été jusqu'à présent très régulière. Au 3^e trimestre, une légère hausse de 0,2 % a été enregistrée, à partir d'un niveau élevé (graphique 9). Les nombreuses mesures de soutien à la politique économique ne sont pas incluses dans ce chiffre étant donné que la majorité d'entre elles sont des transferts (par ex. l'indemnisation du chômage partiel) ou – dans le cas des prêts Covid-19 – des garanties. Ces mesures qui ont un effet direct sur la demande intérieure privée – c'est-à-dire la consommation privée et les investissements – ne relèvent pas de la consommation de l'État.

Investissements

Les **investissements dans la construction** ont connu au 3^e trimestre 2020 une croissance record de 5,1 %. Après l'arrêt partiel du secteur de la construction au printemps en raison du confinement, les mois d'été ont marqué une reprise rapide. Les investissements dans la construction sont ainsi revenus au niveau de fin 2019 (graphique 10). En conséquence, la perte d'heures de travail sur la base du chômage partiel facturé au 3^e trimestre n'a été que de 1,7 % et l'utilisation des capacités est remontée à un peu moins de 80 %.

graphique 10 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



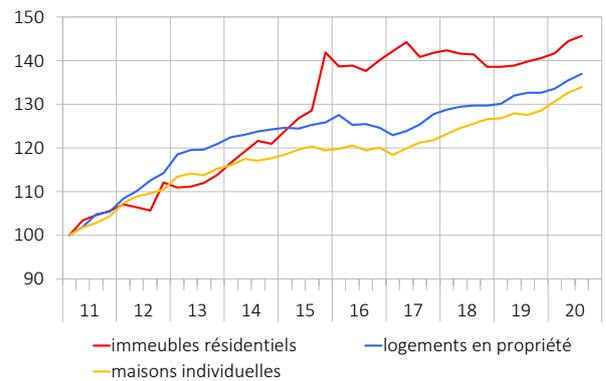
source : SECO

D'une part, grâce aux stratégies de protection et aux mesures d'hygiène, les chantiers sont presque revenus à la normale. D'autre part, la demande est restée stable : si le développement de la construction commerciale est resté limité en raison de la situation économique incertaine, une impulsion importante est venue du génie civil et, en particulier, de la construction résidentielle.

Cela se reflète dans la forte hausse des prix de transaction pour les copropriétés, les maisons individuelles et les immeubles résidentiels (graphique 11). Le fait que l'on s'attende à ce que les taux d'intérêt restent bas pendant une longue période accroît aussi l'intérêt suscité par les biens d'investissement.

graphique 11 : Prix de l'immobilier

prix de transaction, valeurs nominales, 1^{er} trimestre 2011 = 100

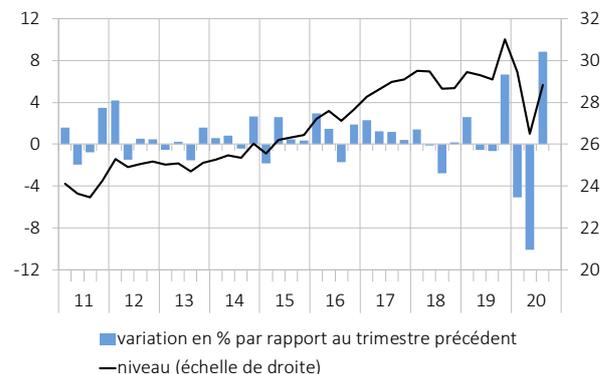


sources : Wüest Partner, Fahrländer, CIFI

Les **investissements en biens d'équipement** ont affiché au 3^e trimestre une croissance de 8,8 % (graphique 12). Bien qu'il s'agisse de la plus forte croissance trimestrielle observée à ce jour, le niveau, après deux trimestres clairement négatifs, est toujours inférieur de 7 % à celui d'avant la crise.

graphique 12 : Investissements en biens d'équipement

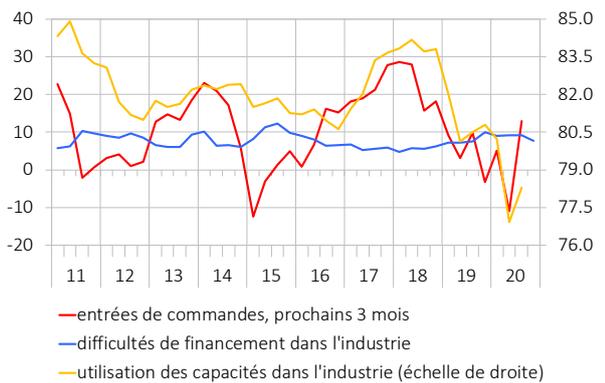
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

Des impulsions positives sont venues de toutes les rubriques, même si de nombreux investissements non réalisés au printemps n'ont été jusqu'à présent que partiellement compensés. Les investissements dans les véhicules à moteur sont ceux qui ont connu la plus forte croissance, même s'ils restent bien en dessous du niveau d'avant la crise : les nouvelles immatriculations de voitures particulières et de camions ont augmenté de manière significative, mais en partant d'un niveau très bas.

graphique 13 : Indicateurs
solde, valeurs désaisonnalisées



source : KOF

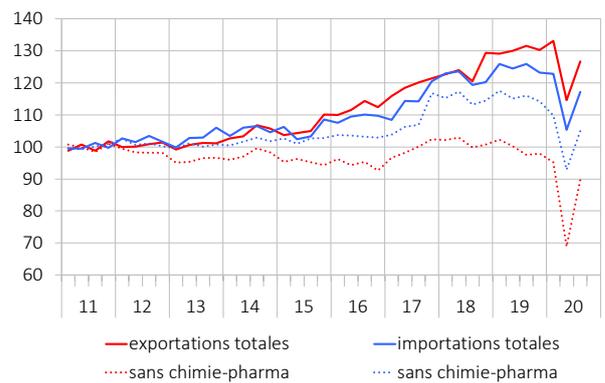
Outre l'incertitude économique accrue, le faible niveau d'utilisation des capacités risque de peser sur les dépenses d'investissement, qui restent inférieures à 80 % (moyenne à long terme : 83,5 %). Un signe encourageant vient des entrées de commandes dans le secteur de la production de biens d'équipement qui, au 3^e trimestre, ont atteint leur plus haut niveau depuis fin 2018, ce qui laisse supposer que l'activité d'investissement continuera de se redresser d'ici à la fin de l'année (graphique 13).

Commerce extérieur

Le **commerce extérieur** a fourni au 3^e trimestre 2020 une contribution négative à la croissance du PIB (v. aussi p. 9 s.). Si les exportations ont augmenté de manière significative, c'est la croissance encore plus forte des importations qui a dominé.

Après une baisse record au trimestre précédent, les **exportations de marchandises** (sans les objets de valeur et le commerce de transit, +10,5 %) ont enregistré pour la première fois une croissance à deux chiffres, au 3^e trimestre, suite à l'assouplissement des mesures de politique sanitaire imposées au niveau international.² Toutefois, cela n'a que partiellement compensé le marasme du premier semestre (graphique 14). L'évolution a été différente selon les régions de destination : sous l'effet de la forte hausse des exportations vers la Chine, les exportations de marchandises vers les pays du groupe Bric se sont presque totalement redressées tandis que, dans la zone euro et aux États-Unis, elles sont restées bien inférieures au niveau du 1^{er} trimestre 2020.

graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2011 = 100

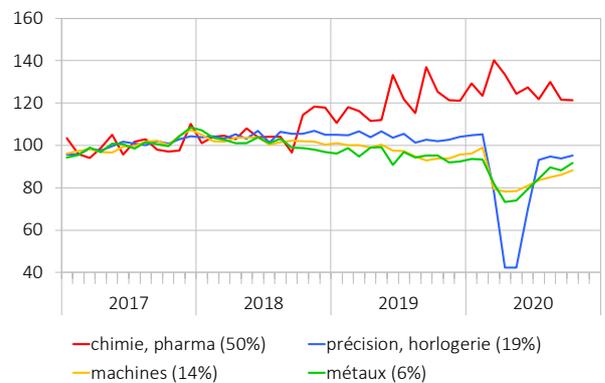


source : SECO

Si l'on considère les différentes rubriques d'exportation, la croissance au 3^e trimestre a été largement étayée. À l'exception des produits chimiques et pharmaceutiques, qui ont enregistré un déclin à un niveau élevé, toutes les grandes rubriques ont connu des taux de croissance à deux chiffres. Néanmoins, la plupart des catégories d'exportation n'ont pas encore pu rattraper leur retard par rapport aux niveaux d'avant la crise (graphique 15).

graphique 15 : Exportations de marchandises, principales rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



source : SECO

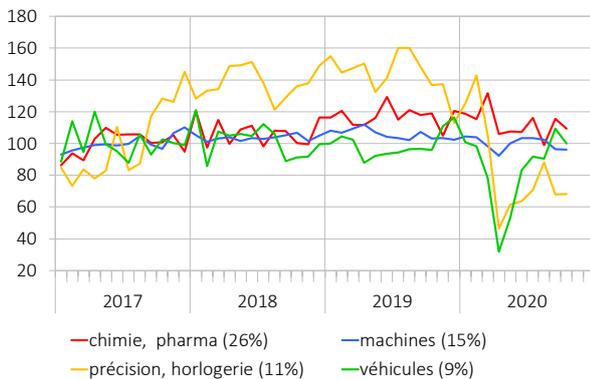
La rubrique Instruments de précision, horlogerie et bijouterie, qui a connu de loin la plus forte croissance au 3^e trimestre, est aussi celle qui a subi les plus grands revers au cours du premier semestre. La demande croissante de la Chine y a contribué de manière décisive : les exportations de montres vers la Chine ont augmenté de plus de 11 % entre janvier et octobre, tandis que toutes les autres destinations importantes ont vu leurs exportations chuter de plus de 20 %. Sensibles aux cycles économiques et aux

² Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

taux de change, les exportations de machines et de métaux sont plus fortement touchées par la situation conjoncturelle internationale. Elles ont à nouveau progressé au 3^e trimestre, pour la première fois depuis fin 2018, mais n'ont pas dépassé le niveau qui était le leur cinq ans (métaux) et 30 ans (machines) auparavant. En outre, les entrées de commandes en provenance de l'étranger sont restées nettement inférieures à la moyenne au cours du 3^e trimestre, ce qui augure une évolution hésitante pour les mois à venir.³

graphique 16 : Importations de marchandises, principales rubriques

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2017 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



source : SECO

Soutenues par une demande intérieure en hausse, les **importations de marchandises** (sans les objets de valeur) ont enregistré une progression de 11,2 % au 3^e trimestre, soit la plus forte croissance trimestrielle de ces 30 dernières années (graphique 14). Les importations de véhicules ont par exemple compensé la majeure partie de la baisse subie au cours du premier semestre (graphique 16). Toutefois, l'hétérogénéité entre les rubriques est importante : tandis que les importations de produits chimiques, pharmaceutiques et agricoles ainsi que de machines ont dépassé au 3^e trimestre le niveau de fin 2019, les autres rubriques – et donc les importations totales de biens – sont restées bien en dessous du niveau d'avant la crise.

Les **exportations de services** ne se sont guère redressées au 3^e trimestre (+1,4 %) après le recul record du trimestre précédent (graphique 17). Elles se retrouvent ainsi au niveau qui était le leur à fin 2011. Le tourisme continue de souffrir de la crise du coronavirus : bien qu'une reprise rapide ait eu lieu pendant l'été, du moins en ce qui concerne les clients des pays voisins, l'hôtellerie a enregistré au 3^e trimestre une baisse d'environ 65 % du nombre des nuitées de clients étrangers par rapport au

même trimestre de l'année précédente (graphique 18). De même, les services de transport n'ont pu compenser qu'une partie de la baisse enregistrée au cours du premier semestre. Les exportations de licences et brevets et de services financiers ont encore diminué au 3^e trimestre. Les services manufacturiers et les services aux entreprises ont connu en revanche une forte reprise.

graphique 17 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles, désaisonnalisées, en milliards de francs

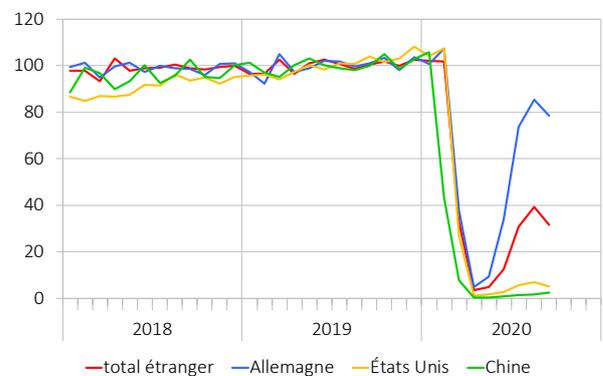


source : SECO

Avec une progression de 9,9 % au 3^e trimestre, les **importations de services** ont été nettement plus importantes que les exportations, compensant ainsi environ un tiers de la baisse enregistrée depuis le 4^e trimestre 2019. Les catégories d'importation importantes que sont la recherche-développement et les autres services aux entreprises ont connu une croissance significative : ces derniers ont même presque atteint les niveaux d'avant la crise. En outre, les importations de services de transport ont déjà compensé environ la moitié de la baisse observée depuis le 4^e trimestre 2019. Par contre, les importations touristiques demeurent fortement affectées par les effets de la crise sanitaire.

graphique 18 : Nuitées selon l'origine des touristes

valeurs désaisonnalisées, moyenne 2019 = 100



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

³ <https://www.swissmem.ch/fr/actualites/vision-detaillee/industrie-mem-peu-dindices-dune-prochaine-reprise.html>.

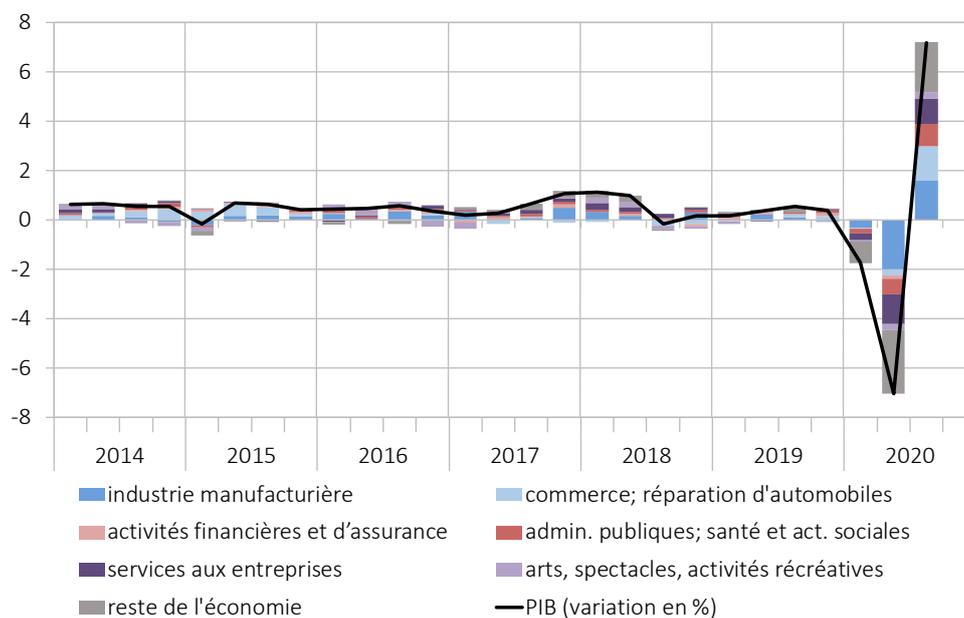
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:4	2020:1	2020:2	2020:3
Industrie manufacturière	-0.3	-1.8	-10.7	8.6
Construction	0.5	-2.4	-7.2	7.1
Commerce	1.2	-0.3	-1.8	9.5
Hébergement, restauration	0.5	-17.8	-53.2	72.9
Finance, assurances	1.0	0.2	-1.5	-0.3
Services aux entreprises	0.3	-1.6	-6.9	5.8
Administration publique	0.8	1.1	0.1	0.1
Santé, social	0.5	-3.6	-8.4	12.0
Arts, spectacles, activités récréatives	-0.7	-8.6	-37.3	61.9
Autres	-0.2	-2.7	-9.5	7.7
Produit intérieur brut	0.4	-1.7	-7.0	7.2
Produit intérieur brut corrigé des événements sportifs	0.4	-1.8	-7.1	7.2

source : SECO

graphique 19 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles et activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 93.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:4	2020:1	2020:2	2020:3
Consommation des ménages	0.5	-4.1	-8.1	11.9
Consommation des administrations publiques	0.6	0.8	0.0	0.2
Investissements dans la construction	0.4	0.2	-5.0	5.1
Investissements en biens d'équipement	6.6	-5.0	-10.1	8.8
Exportations de biens sans objets de valeur	0.9	1.9	-7.9	6.9
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	-1.0	2.1	-13.9	10.5
Exportations de services	-0.2	-6.3	-15.3	1.4
Importations de biens sans objets de valeur	-2.2	-0.4	-14.2	11.2
Importations de services	0.3	0.0	-23.0	9.9
Produit intérieur brut	0.4	-1.7	-7.0	7.2

source : SECO

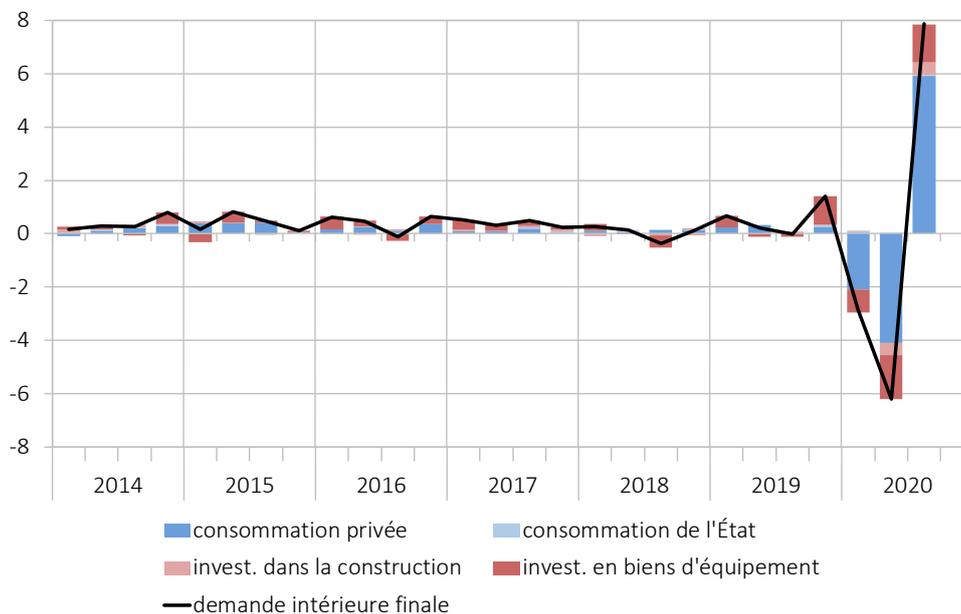
tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2019:4	2020:1	2020:2	2020:3
Demande intérieure finale	1.4	-2.9	-6.2	7.9
Variation des stocks y compris erreur statistique	-1.9	1.5	-2.9	0.7
Balance commerciale sans objets de valeur	0.9	-0.3	2.1	-1.4

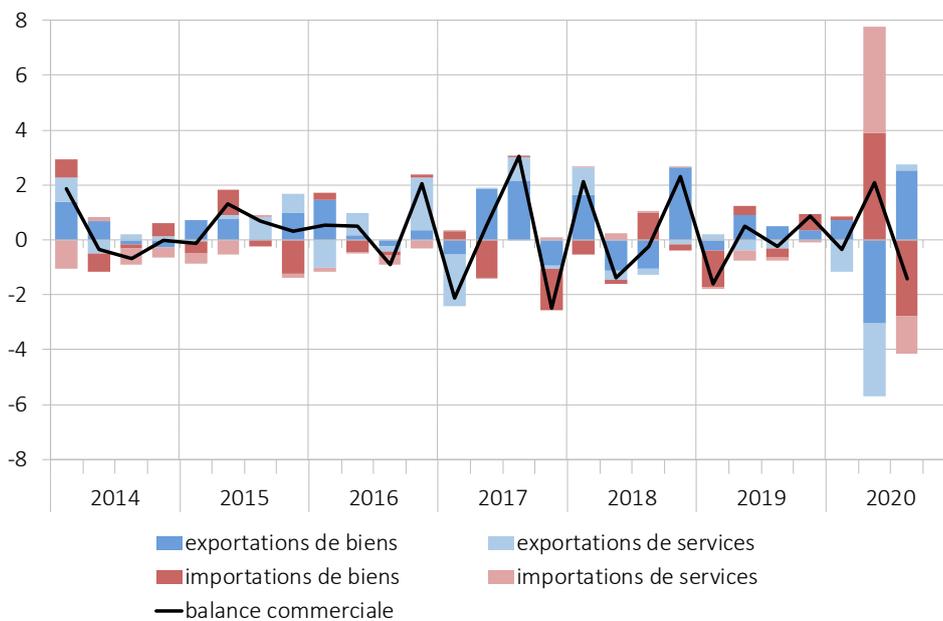
source : SECO

graphique 20 : Composantes de la demande intérieure finale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport
 au trimestre précédent, valeurs réelles désaisonnalisées



source : SECO

graphique 21 : Composantes de la balance commerciale
 contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, valeurs réelles
 désaisonnalisées, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



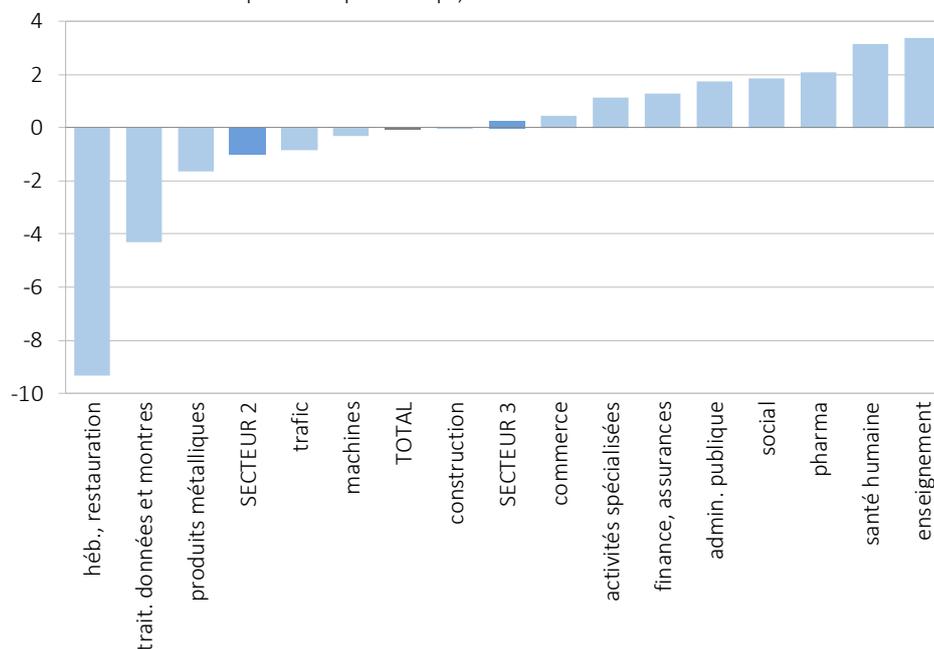
source : SECO

tableau 4 : Emploi en équivalents plein temps, divers secteurs
 quotes-parts respectives à l'emploi total au 3^e trimestre 2020, variation sur un an en %

	quote-part 2020:3	2019:4	2020:1	2020:2	2020:3
SECTEUR 2	25.0	1.2	0.6	-0.4	-1.0
Industrie pharmaceutique	1.1	0.4	0.7	0.9	2.1
Produits métalliques	2.3	2.6	0.9	0.0	-1.6
Traitement de données et montres	2.6	0.7	0.0	-1.8	-4.3
Machines	1.8	-0.7	-0.3	-1.1	-0.3
Construction	8.4	2.7	1.5	0.4	0.0
SECTEUR 3	75.0	1.5	0.9	-0.1	0.3
Commerce	12.8	0.1	0.0	-0.1	0.5
Trafic	5.1	1.7	0.4	-0.2	-0.8
Hébergement et restauration	4.4	4.9	-2.6	-10.7	-9.3
Finance, assurances	5.2	0.3	0.0	0.2	1.3
Activités spécialisées	9.1	2.5	2.0	1.3	1.1
Administration publique	4.2	1.3	1.2	1.9	1.8
Enseignement	5.9	2.5	4.9	4.4	3.4
Santé, social	13.4	1.3	1.2	2.1	2.9
TOTAL	100.0	1.4	0.8	-0.2	-0.1

source : OFS

graphique 22 : Évolution de l'emploi au 3^e trimestre 2020
 équivalents plein temps, variation sur un an en %



source : OFS

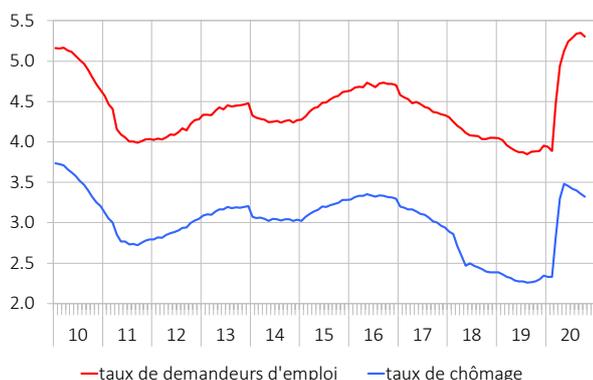
Industrie pharmaceutique : Noga 21 ; **Produits métalliques** : Fabrication de produits métalliques, Noga 24 à 25 ; **Traitement de données et montres** : Appareils de traitement de données et montres, Noga 26 ; **Machines** : Fabrication de machines et équipements n.c.a., Noga 28 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Trafic** : Trafic et transports, Noga 49 à 53 ; **Hébergement et restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Activités spécialisées** : Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Noga 69 à 75 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Enseignement** : Noga 85 ; **Santé humaine** : Activités pour la santé humaine, Noga 86 ; **Social** : Action sociale sans hébergement, Noga 88 ; **Santé, social** : Santé humaine et action sociale, Noga 86 à 88.

Marché du travail

Après avoir atteint en mai un pic temporaire (en valeurs désaisonnalisées) avec 160 800 chômeurs (taux de chômage : 3,5 %), le nombre de chômeurs inscrits a reculé de façon continue pour atteindre fin octobre 2020 celui de 154 100 (taux de chômage : 3,3 %). En revanche, le nombre désaisonnalisé de demandeurs d'emploi⁴ a continué d'augmenter dans un premier temps, passant d'environ 237 300 à fin mai (taux de demandeurs d'emploi : 5,1 %) à 247 800 fin septembre (5,3 %). Ce n'est qu'ensuite que leur nombre a légèrement diminué pour atteindre 246 200 fin octobre (taux de demandeurs d'emploi 5,3 %, graphique 23).

graphique 23 : Taux de chômage et de demandeurs d'emploi

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active

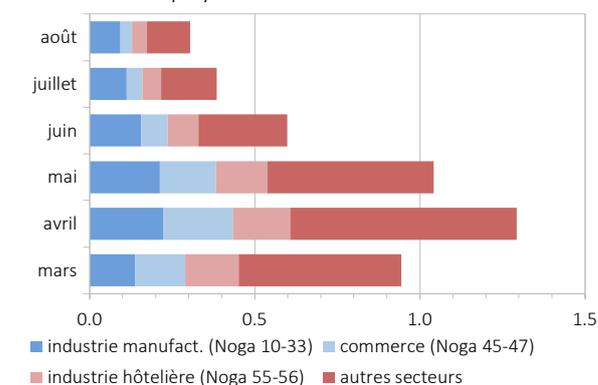


source : SECO

La principale raison de la différence d'évolution entre le taux de chômage et le taux de demandeurs d'emploi est que l'accès aux mesures de marché du travail et les possibilités de gagner un revenu intermédiaire étaient initialement restreints du fait du confinement, ce qui a accéléré la hausse du taux de chômage par rapport à celle du taux de demandeur d'emploi. Après un certain retard, il a été possible de revenir plus fréquemment aux mesures de marché du travail et aux revenus intermédiaires, d'où un effet modérateur sur l'évolution du taux de chômage par rapport au taux de demandeurs d'emploi entre mai et octobre. Fin octobre, la part des demandeurs d'emploi non chômeurs était de 37 % (en valeur désaisonnalisée), soit un peu inférieure à celle d'avant la crise (40 % en février 2020).

Entre fin février et fin octobre, le taux de chômage a augmenté au total de 1,0 point de pourcentage (+43 %) et le taux de demandeurs d'emploi de 1,4 point de pourcentage (+37 %). Le fait que le taux de chômage et le taux de demandeurs d'emploi n'ont pas augmenté beaucoup plus fortement suite à la baisse massive de la valeur ajoutée au cours des huit derniers mois est dû en grande partie à un recours massif au chômage partiel. Partant d'un niveau très bas en février 2020, avec quelque 5 000 employés en chômage partiel, ce chiffre est passé à 0,9 million en mars et à un pic sans précédent d'environ 1,3 million en avril (graphique 24). Suite à l'assouplissement des mesures de politique sanitaire, le chômage partiel a toutefois connu un recul notable entre mai et août. Selon les comptes disponibles à ce jour, des indemnités en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT) ont encore été versées en août à environ 0,3 million d'employés. En raison de décomptes en suspens, ce chiffre est susceptible d'être révisé à la hausse (de l'ordre de +20 %).

graphique 24 : Chômage partiel comptabilisé en 2020



source : SECO

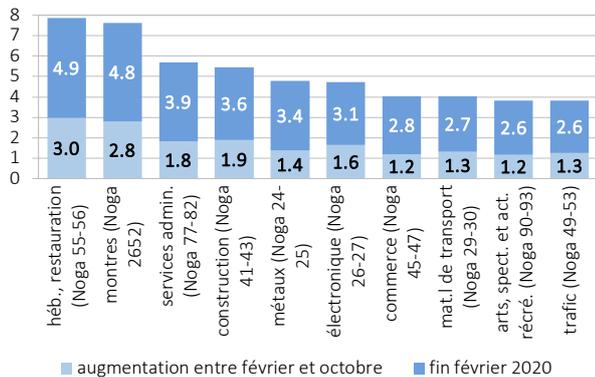
La crise déclenchée par le coronavirus a affecté les différents secteurs à des degrés divers. En points de pourcentage, c'est dans les hôtels et restaurants, l'industrie horlogère, les autres services aux entreprises (y compris les agences de voyage et la location de services) et la construction que l'augmentation du taux de chômage a été la plus forte (graphique 25). La hausse du taux de chômage a également été supérieure à la moyenne dans les industries MEM, le commerce de gros et de détail, les secteurs des arts, divertissements et loisirs ainsi que dans les transports (notamment l'aviation). Dans la plupart de ces

⁴ Chômeurs inscrits auprès des Offices régionaux de placement – plus précisément, les demandeurs d'emploi au chômage – et demandeurs d'emploi non inscrits comme chômeurs. Ces derniers comprennent les personnes qui occupent toujours un emploi ayant fait l'objet d'un préavis, qui disposent d'un revenu intérimaire, qui sont engagées dans une mesure active de marché du travail (notamment qui participent à un programme d'emploi temporaire ou suivent une formation complémentaire) ou qui ne peuvent pas être embauchées immédiatement, par ex. pour cause de maladie.

secteurs, l'ampleur des demandes d'indemnités en cas de RHT a également été supérieure à la moyenne. L'effet modérateur de l'indemnisation en cas de RHT n'a toutefois pas suffi à empêcher une certaine augmentation du taux de chômage.

graphique 25 : Taux de chômage

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active, secteurs ayant connu la plus forte augmentation depuis février 2020

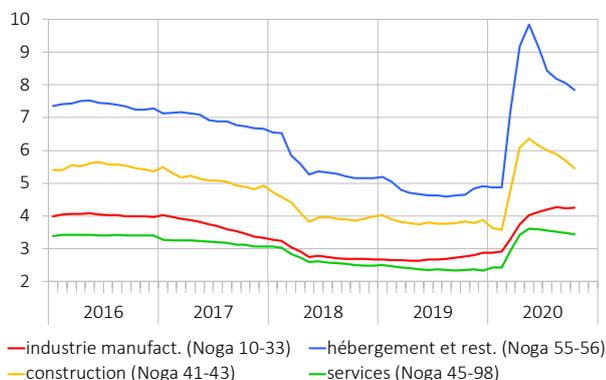


source : SECO

Les secteurs de l'économie qui, entre mars et mai 2020, ont été les premiers touchés par les restrictions liées aux mesures de lutte contre le Covid-19 (par ex. hôtellerie, restauration et construction) ont connu une augmentation plus forte et plus rapide de leur taux de chômage (graphique 26). Toutefois, l'assouplissement des mesures, à partir du mois de mai, a permis d'amorcer une diminution relativement forte. Jusqu'à fin octobre 2020, les secteurs industriels, en particulier l'horlogerie et les industries MEM, n'ont pu faire état que d'une stabilisation au niveau actuel. Ce qui a freiné le développement dans ces secteurs, c'est davantage la faiblesse de la demande étrangère que les mesures imposées par les autorités suisses.

graphique 26 : Taux de chômage, divers secteurs

valeurs désaisonnalisées, en % de la population active

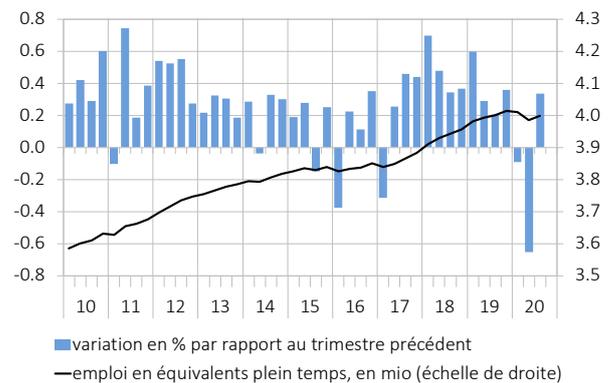


source : SECO

Au 3^e trimestre 2020, l'emploi en équivalent plein temps a augmenté de 0,3 % en variation trimestrielle (graphique 27), soutenu par l'évolution positive de certains secteurs des services. Toutefois, cette augmentation doit être considérée dans le contexte d'une forte baisse de l'emploi au trimestre précédent : l'emploi en équivalents plein temps, au 3^e trimestre, était encore inférieur de 0,4 % au niveau d'avant la crise. Il faut également tenir compte du fait que les employés en chômage partiel continuent d'être enregistrés comme « employés » en raison de leur statut contractuel.

graphique 27 : Emploi en équivalents plein temps

valeurs désaisonnalisées

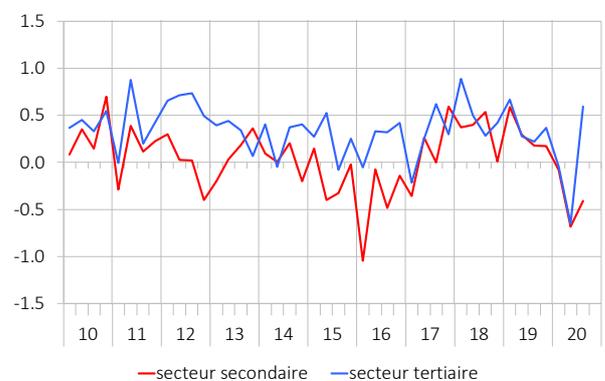


source : OFS

Si l'on convertit en termes de plein temps les heures de travail compensées par le chômage partiel (RHT), on peut estimer approximativement que les pertes ont été de l'ordre de 97 000 heures de travail au 1^{er} trimestre, de 458 000 au 2^e trimestre et de 125 000 au 3^e trimestre. Cela correspondrait respectivement à 2,4 %, 11,5 % et 3,1 % de l'emploi en équivalents plein temps.

graphique 28 : Équivalents plein temps, secteurs secondaire et tertiaire

variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



source : OFS

Au cours du premier semestre, l'emploi a diminué autant dans le secteur tertiaire que dans le secteur secondaire.

L'emploi a connu une reprise partielle au 3^e trimestre, mais dans le secteur tertiaire seulement (graphique 28). Cette reprise partielle tenait en particulier à la croissance de l'emploi dans le secteur de la santé. Mais l'emploi dans le secteur secondaire a de nouveau reculé de manière significative au cours du 3^e trimestre, en raison notamment de la situation toujours tendue dans les secteurs orientés vers l'exportation, comme l'industrie horlogère. La faiblesse de l'économie internationale pèse sur le développement de ces secteurs, ce qui se répercute négativement sur l'emploi.

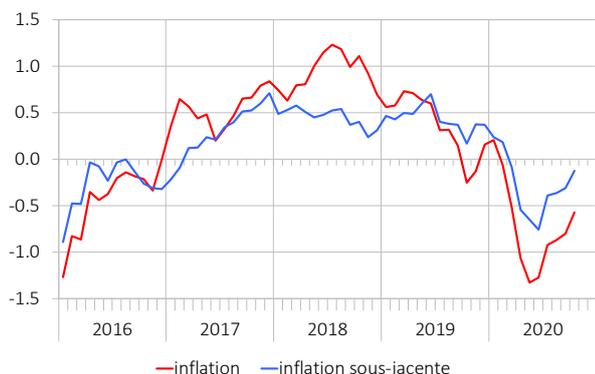
Les principaux indicateurs du marché du travail ont également fait état de reculs de l'emploi au 3^e trimestre (graphique 29), bien que dans une moindre mesure qu'au trimestre précédent. Les données déjà fournies par l'indicateur de l'emploi du KOF pour le 4^e trimestre confirment également cette tendance.

Prix

À l'automne 2020, le renchérissement a continué de se redresser après les creux du 2^e trimestre. Il est cependant resté négatif : son niveau était de -0,6 % en octobre (graphique 30). La baisse du niveau des prix est due dans une large mesure aux produits pétroliers, dont les prix sont encore nettement inférieurs aux niveaux du même mois de l'année dernière. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix de l'énergie, des carburants et des produits frais, est passée à -0,1 % en octobre, ce qui ne la rend que légèrement négative.

graphique 30 : Indice des prix à la consommation (IPC)

variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sans les produits frais et saisonniers, l'énergie et les carburants

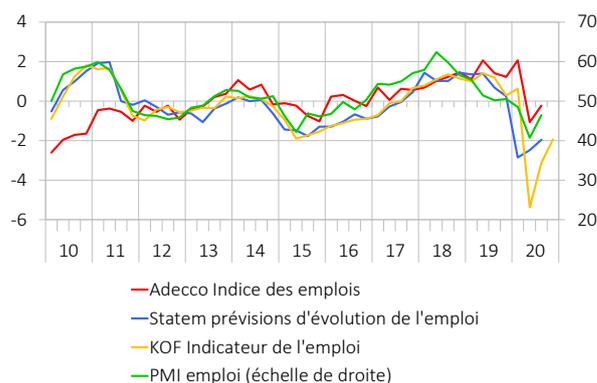


source : OFS

Outre les produits pétroliers, d'autres biens importés ont également contribué négativement au taux d'inflation (graphique 31). Toutefois, la baisse des prix s'est ralentie, ce qui tient aux cours de change : la pression à l'appréciation du franc suisse s'est récemment relâchée.

graphique 29 : Perspectives d'emploi

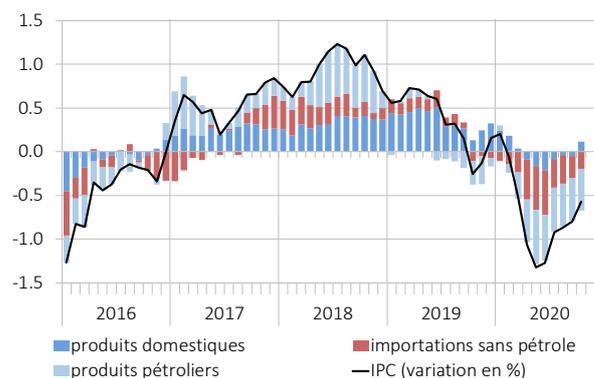
PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



sources : Adecco, OFS, KOF, CS/Procure.ch

graphique 31 : Contributions à l'inflation

variation sur un an en points de pourcentage



source : OFS

Pour la première fois depuis le mois de mars, les prix des produits indigènes ont légèrement augmenté en octobre. Des hausses de prix ont notamment été enregistrées dans les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. Les denrées alimentaires – catégorie de marchandises très demandée ces derniers mois dans le commerce de détail – ont également renchéri. Dans certaines autres catégories, les prix ont par contre continué de baisser. C'est dans les secteurs des transports, des loisirs et de la culture – gravement affectés par la pandémie et les mesures de confinement – que l'on a continué de constater les baisses de prix les plus fortes. Toutefois, la baisse des prix s'est également ralentie ces derniers mois dans ces catégories, à l'exception notamment du transport aérien.